

Le « ministre des profs » ?



LE MÉPRIS, ÇA SUFFIT !

Mépris de nos conditions de travail

Le projet de réforme de la Fonction Publique organise la concurrence entre titulaires et contractuels et le sabotage du travail en équipe ; il veut soustraire au regard des personnels la gestion de la carrière et des mutations ... pour mieux, à terme, accroître le pouvoir des "managers de proximité" au local. Il veut en finir avec la prise en compte de la souffrance au travail, avec la lutte contre le burn-out, en faisant disparaître les Comités d'Hygiène et de Sécurité (CHS CT). D'ailleurs, le Sénat veut inscrire dans la Loi l'obligation de réserve des fonctionnaires, et il prévu de donner au chef d'établissement le pouvoir de suspendre 3 jours un agent.

On veut faire taire et faire obéir les cadres A que nous sommes, c'est Inacceptable !

Mépris de nos métiers

Avec le projet Blanquer "Ecole de la confiance", obligation d'être "exemplaire", sous peine de sanctions ; **obligation de se former ... jusque 5 jours pendant les vacances scolaires** (un décret est en préparation) ; **obligation** de financer les maternelles privées, alors qu'un rapport à paraître remet en cause le label REP, et que sont créés des EPLE internationaux pour "l'élite". Recrutement d'AED en capacité d'enseigner, et **menace sur les maxima de services hebdomadaires au nom de l'expérimentation !**

Mépris de notre expertise pédagogique

Notre Ministre annonce une énième réforme du DNB qui n'augure rien de bon : nous subissons déjà la politique du chiffre pour augmenter les taux de réussite, des bilans de cycle qui n'ont pas de sens, des oraux souvent sans lien avec les apprentissages scolaires. Le risque est grand de voir la responsabilité de l'évaluation des élèves confiée aux personnels de direction, pour mieux peser sur nos pratiques.

Nous voulons le respect de notre liberté pédagogique !

Mépris salarial

Nos charges augmentent, notre salaire net diminue ... Le Ministre Blanquer prétend être "l'avocat" des personnels et ouvrir des discussions pour nous "revaloriser" ... Problème : O. Dussopt, secrétaire d'État à la fonction publique, refuse d'envisager le dégel du point d'indice, quasi inchangé depuis 9 ans !

Victimes du jour de carence ... futures cibles d'une retraite par points qui obligerait à travailler au moins jusque 64 ans et amputerait drastiquement nos pensions ...

Nous ne voulons pas de primes qui nous mettent en concurrence, distribuées au bon vouloir du chef de service ; de la 2de HSA obligatoire qui alourdira notre charge de travail et supprimera des postes ...

Nous voulons une véritable augmentation de notre traitement ... et vite !



LE 1er JUILLET



La surveillance du DNB CE SERA SANS NOUS !